
ASSEMBLÉE NATIONALE

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 3 (*RÉIMPRESSION*)

Loi sur les archives

Première lecture

Présenté par
M. Clément Richard
Ministre des Affaires culturelles



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'assurer la conservation, la mise en valeur et la diffusion des archives publiques et d'apporter aux services d'archives privées une aide technique et financière.

À ces fins, il oblige les organismes publics à établir un calendrier de conservation de leurs documents et à transmettre certaines catégories d'archives publiques au ministre des Affaires culturelles.

En ce qui concerne les archives privées, le projet de loi prévoit la possibilité d'agréer sur demande un service d'archives privées. Un tel service devra conserver ses archives conformément à la loi et les rendre accessibles au public.

Ce projet de loi édicte enfin des dispositions concernant les pouvoirs d'administration du ministre, de gestion du conservateur, et de réglementation du gouvernement, les recours de nature pénale ainsi que des dispositions transitoires et de concordance.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20);

2° la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6);

3° la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4);

4° la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1);

5° la Loi sur les cités et villages (L.R.Q., chapitre C-19);

6° la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1);

7° la Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2);

8° la Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3);

9° la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23);

10° la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28);

11° la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

12° la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-33);

13° la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22);

14° la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5);

15° la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9);

16° la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10);

17° la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);

18° la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30);

19° la Loi sur le ministère du commerce extérieur (1982, chapitre 50);

20° la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant diverses dispositions législatives (1982, chapitre 52);

21° la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives (1982, chapitre 53);

22° le Code municipal.



Projet de loi 3

Loi sur les archives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

APPLICATION ET DÉFINITIONS

1. La présente loi s'applique aux archives publiques et aux archives privées.

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« **archives** »: l'ensemble des documents, quelle que soit leur date ou leur nature, produits ou reçus par une personne ou un organisme pour ses besoins ou l'exercice de ses activités et conservés pour leur valeur d'information générale;

« **archives privées** »: les archives autres que publiques;

« **archives publiques** »: les archives des organismes publics;

« **document** »: tout support d'information, y compris les données qu'il renferme, lisibles par l'homme ou par machine, à l'exception des documents visés à la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2);

« **document actif** »: un document qui est couramment utilisé aux fins pour lesquelles il a été produit ou reçu;

« **document inactif** »: un document qui n'est plus utilisé aux fins pour lesquelles il a été produit ou reçu;

« **document semi-actif** »: un document qui est occasionnellement utilisé aux fins pour lesquelles il a été produit ou reçu;

« **organisme public** »: un organisme qui est réputé public d'après l'annexe.

3. Dans la présente loi, le versement d'un document, contrairement à son dépôt, en transfère la propriété.

CHAPITRE II

ARCHIVES PUBLIQUES

SECTION I

DOCUMENTS ACTIFS ET SEMI-ACTIFS

4. Le ministre des Affaires culturelles adopte une politique de gestion des documents actifs et semi-actifs des organismes publics visés au paragraphe 1° de l'annexe.

Cette politique doit au préalable être approuvée par le Conseil du trésor.

Le Conservateur des archives nationales du Québec coordonne la mise en oeuvre de cette politique, en surveille l'application et conseille ces organismes en cette matière. Il peut également, à la demande du Conseil du trésor, conserver les documents semi-actifs de ces organismes.

5. Le ministre propose aux organismes publics visés aux paragraphes 2° ou 3° de l'annexe une politique de gestion de leurs documents actifs et semi-actifs.

Le conservateur peut, après entente, conserver leurs documents semi-actifs.

6. Les organismes publics visés aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe adoptent une politique de gestion de leurs documents actifs et semi-actifs.

7. Tout organisme public doit établir et tenir à jour un calendrier de conservation qui détermine les périodes d'utilisation et les supports de conservation de ses documents actifs et semi-actifs et qui indique quels documents inactifs sont conservés de manière permanente et lesquels sont détruits.

8. Un organisme public visé aux paragraphes 1° ou 3° de l'annexe doit, conformément au règlement, soumettre à l'approbation du ministre son calendrier de conservation et chacune de ses modifications.

Un organisme public visé au paragraphe 2° de l'annexe transmet une copie de son calendrier de conservation et chacune de ses modifications au ministre pour information.

Un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe doit, conformément au règlement, soumettre à l'approbation du ministre son calendrier de conservation et toute modification relative à l'addition de nouveaux documents ou relative aux documents destinés à être conservés de manière permanente.

9. Le ministre peut modifier un calendrier de conservation soumis à son approbation.

À compter de la notification écrite de l'approbation du ministre, le calendrier de conservation lie l'organisme public.

10. Le ministre peut, après consultation de l'organisme public, modifier son calendrier de conservation déjà approuvé.

Il l'en avise par écrit et cette décision lie l'organisme public 30 jours après la date de réception de cet avis.

11. Avant d'approuver ou de modifier un calendrier de conservation, le ministre peut prendre l'avis de la Commission des biens culturels.

12. Toute personne qui cesse d'être titulaire d'une fonction au sein d'un organisme public doit laisser sous la garde de cet organisme les documents qu'elle a produits ou reçus en cette qualité.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux membres de l'Assemblée nationale qui peuvent cependant déposer ou verser leurs documents au conservateur et convenir avec lui de leurs délais d'accessibilité.

13. Sous réserve de ce que prévoit le calendrier de conservation, nul ne peut aliéner ou éliminer un document actif ou semi-actif d'un organisme public.

SECTION II

DOCUMENTS INACTIFS

14. Le ministre adopte une politique de gestion des documents inactifs des organismes publics.

Le conservateur en coordonne la mise en oeuvre, en surveille l'application et conseille ces organismes en cette matière.

15. Tout organisme public visé aux paragraphes 1° ou 3° de l'annexe doit, une fois par année, verser au conservateur les documents inactifs dont le calendrier de conservation prévoit la conservation permanente.

Tout organisme public visé au paragraphe 2° de l'annexe peut verser ou déposer ces documents auprès du conservateur.

Tout organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe doit, conformément au règlement du gouvernement, assumer la gestion de ses documents inactifs.

16. Après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, le ministre peut, après entente avec un organisme public ou un service d'archives privées agréé en vertu de la présente loi, déposer auprès de ceux-ci des documents inactifs qui ont été versés au conservateur.

Le ministre peut de même autoriser un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe à déposer, après entente avec un autre organisme public ou un service d'archives privées agréé, ses documents inactifs auprès de cet organisme ou de ce service.

17. Les documents d'un organisme public qui cesse ses activités sont versés au conservateur dans la mesure où ses droits et obligations ne sont pas assumés par un autre organisme public.

Si un organisme public cesse ses activités et que ses droits et obligations sont assumés par plus d'un organisme public, ses documents inactifs destinés à être conservés de manière permanente doivent être versés à un seul de ces organismes publics. À défaut de dispositions applicables ou d'entente, le conservateur désigne l'organisme responsable.

18. Nul ne peut aliéner, éliminer ou modifier des documents inactifs d'un organisme public destinés à être conservés de manière permanente.

Toutefois, le conservateur peut autoriser l'élimination de tels documents s'ils ont été reproduits sur un autre support ou s'il estime qu'ils sont irrémédiablement détériorés ou qu'il n'est plus utile de les conserver.

19. Les documents inactifs destinés à être conservés de manière permanente que la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30) ne rend pas accessibles sont communicables, malgré cette loi, 100 ans après leur date ou, s'ils contiennent des renseignements nominatifs, 30 ans après la date du décès de la personne concernée.

20. Malgré les articles 89 à 102 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le droit de rectification des documents inactifs concernant une personne décédée ne s'exerce que par l'addition d'une annexe contenant les renseignements nominatifs modifiés, ajoutés ou à retrancher.

CHAPITRE III

ARCHIVES PRIVÉES

21. Le ministre est chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

22. Une personne ou un organisme peut demander au ministre d'agréer son service d'archives privées.

Le ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, agréer ce service lorsqu'il remplit les conditions déterminées par règlement et celles qui sont déterminées par le ministre.

23. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, fournir de l'aide financière ou technique à un service d'archives privées agréé.

24. Le ministre peut suspendre ou révoquer l'agrément d'un service d'archives privées à sa demande ou s'il ne se conforme pas aux conditions déterminées par règlement ou par le ministre.

25. Le conservateur ou un organisme public peut, après entente avec la personne qui dépose des archives privées, déposer ces archives auprès d'un autre organisme public ou d'un service d'archives privées agréé.

Le dépôt effectué par le conservateur ou par l'organisme public se fait après entente avec cet autre organisme ou ce service.

26. La personne qui dépose ou verse des archives privées auprès du conservateur ou d'un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe peut convenir avec lui, par écrit, d'un délai pendant lequel ces archives ne sont pas accessibles. À défaut de convention à cet effet, le conservateur ou l'organisme public peut déterminer ce délai.

Aucun délai ne doit être supérieur à 100 ans de la date des documents ou, s'il s'agit de renseignements nominatifs, à 30 ans de la date du décès de la personne concernée.

La personne visée au premier alinéa conserve toutefois pour elle-même ou pour une personne qu'elle autorise l'accès à ces archives.

27. Les archives privées déposées ou versées auprès du conservateur ou d'un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe ne constituent pas des documents d'un organisme public aux fins de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Toutefois, lorsque ces archives sont accessibles, leur consultation se fait de la manière prévue aux articles 10 et 11 de cette loi.

28. Nul ne peut, à des fins commerciales, fractionner un fonds d'archives privées constitué de documents produits ou reçus par une personne dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE IV

ADMINISTRATION

SECTION I

GESTION

29. Le ministre nomme le Conservateur des archives nationales du Québec.

Le conservateur ainsi que les autres fonctionnaires et employés qu'il dirige sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1).

30. Le conservateur peut:

1° requérir tout renseignement nécessaire à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

2° revendiquer des archives publiques possédées sans droit;

3° prendre possession d'archives publiques dont la conservation est mise en péril;

4° acquérir des archives ou leur copie;

5° reproduire des archives.

31. Lorsque le conservateur estime que des données contenues dans un fichier informatisé d'un organisme public doivent être conservées de manière permanente, il peut exiger qu'une copie de l'ensemble ou d'une partie de celles-ci soit conservée.

32. Le conservateur peut certifier conforme une copie des archives publiques qui lui sont versées.

Une copie délivrée par le conservateur fait preuve de sa teneur et de son existence au même titre que l'original.

33. Le conservateur peut délivrer une copie des archives privées accessibles qui sont déposées auprès de lui.

34. Si des archives publiques sont altérées contrairement à la présente loi, la personne qui en a la garde est tenue de les remettre dans leur ancien état à ses frais, sauf son recours s'il y a lieu contre l'auteur de l'altération.

Sur requête du Procureur général, d'une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin ou de toute personne intéressée, la Cour supérieure peut ordonner à la personne qui a la garde d'archives publiques altérées de les remettre dans leur ancien état ou permettre au ministre de le faire aux frais de cette dernière.

35. Le ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer généralement ou spécialement au Conservateur des archives nationales du Québec ou à toute personne ou au titulaire d'un emploi qu'il désigne ses pouvoirs d'approbation et de modification visés aux articles 8, 9 et 10 ou son pouvoir de conclure une entente visé à l'article 16.

36. Le conservateur peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer généralement ou spécialement à l'un de ses fonctionnaires ou employés les pouvoirs qui lui sont attribués au deuxième alinéa de l'article 18 ou aux articles 32 ou 33.

SECTION II

RÈGLEMENTATION

37. Le gouvernement peut, par règlement:

1° soustraire à l'application d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement des catégories de personnes, d'organismes publics ou d'archives qu'il indique;

2° déterminer, selon des catégories d'organismes publics ou d'archives publiques, les normes et conditions de gestion de ces archives, notamment de conservation, de restauration, d'aliénation, de dépôt ou de versement auprès du Conservateur des archives nationales du Québec, de transport, d'altération et d'élimination de ces archives;

3° déterminer, selon des catégories d'organismes publics, le contenu, la forme et les modalités de transmission du calendrier de conservation;

4° déterminer les conditions d'admissibilité à l'agrément d'un service d'archives privées, la forme et la teneur des documents qui doivent être transmis lors d'une demande d'agrément ainsi que la période de validité et les modalités de maintien et de renouvellement de l'agrément;

5° déterminer les dispositions des règlements dont la violation constitue une infraction.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un organisme public visé au paragraphe 2° de l'annexe.

38. Le ministre, après avoir pris l'avis de la Commission des biens culturels, publie un projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant qu'il pourra être adopté, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de cette publication.

39. Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur le dixième jour après leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.

CHAPITRE V

SANCTIONS

40. Quiconque contrevient aux articles 7 ou 8, ou fait défaut de se conformer à une disposition d'un règlement adopté en vertu des paragraphes 2°, 3° ou 4° de l'article 37 dont la violation constitue une infraction, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 500 \$.

41. Quiconque contrevient aux articles 12, 13, 15 ou 31 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 300 \$ à 3 000 \$.

42. Quiconque contrevient au premier alinéa de l'article 18 ou à l'article 28 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 25 000 \$.

43. Quiconque entrave ou tente d'entraver le ministre, le conservateur, ou une personne désignée en vertu des articles 35 ou 36, dans l'exercice de ses fonctions, ou le trompe par réticence ou fausse déclaration commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 300 \$ à 1 000 \$.

44. Quiconque prescrit ou autorise l'accomplissement d'une infraction à la présente loi, y consent ou y acquiesce est réputé partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour le contrevenant, que celui-ci ait ou non été poursuivi ou déclaré coupable.

45. La poursuite de toute infraction à la présente loi ou à un règlement est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

Le Procureur général ou la personne qu'il autorise doit intenter la poursuite dans l'année au cours de laquelle l'infraction est parvenue à la connaissance du conservateur.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

46. Les règlements adoptés en vertu de la section V de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) ou par un organisme public et portant sur une matière visée à la présente loi sont réputés avoir été adoptés en vertu de la présente loi et demeurent en vigueur dans la mesure où ils lui sont compatibles.

47. Les documents inactifs des organismes publics visés aux paragraphes 1° ou 3° de l'annexe déposés auprès du Conservateur des Archives nationales avant le (*inscrire ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), mais qui au sens de la présente loi devraient être versés au conservateur, sont réputés lui avoir été versés.

48. Le Conservateur des Archives nationales nommé en vertu de la section V de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles devient, sans autre formalité, le Conservateur des archives nationales du Québec nommé en vertu de la présente loi.

49. La section V de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles est remplacée par la présente loi.

Dans toute loi, proclamation, règlement, arrêté en conseil, décret, ordonnance, contrat ou autre document, tout renvoi à cette section ou à l'une de ses dispositions est réputé un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi.

50. Un organisme public doit, malgré l'article 8, soumettre son calendrier de conservation au ministre avant le (*inscrire ici la date postérieure de 18 mois à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) ou à une date postérieure fixée par entente avec le ministre. Dans ce cas, la demande doit être présentée au ministre six mois avant l'expiration du délai prévu pour soumettre le calendrier de conservation.

51. Un organisme public visé aux paragraphes 1° ou 3° de l'annexe qui, le 31 mars 1983, détenait des documents inactifs ne peut les aliéner ou les éliminer et doit en transmettre la liste au conservateur avant le (*inscrire ici la date postérieure de trois ans à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*). Le conservateur indique alors à l'organisme ceux qui doivent lui être versés; l'organisme peut éliminer les autres documents.

52. Un organisme public visé aux paragraphes 4° à 7° de l'annexe qui, le 31 mars 1983, détenait des documents inactifs doit soumettre à l'approbation du ministre, avant le (*inscrire ici la date postérieure de trois ans à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), la liste de ces documents en indiquant ceux qui seront conservés comme archives publiques et ceux qui seront éliminés.

Malgré le premier alinéa, le ministre peut, par entente avec l'organisme public, fixer une date postérieure pour lui soumettre cette liste. Dans ce cas, la demande doit être présentée au ministre six mois avant l'expiration du délai prévu.

L'approbation de cette liste se fait de la manière prévue aux articles 9, 10 et 11 de la présente loi pour le calendrier de conservation.

53. Les articles 40, 44 et 45 de la présente loi s'appliquent dans le cas d'une infraction à l'article 51 ou 52.

54. L'article 9.1 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6), édicté par l'article 8 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives (1982, chapitre 58), est remplacé par le suivant:

« **9.1** La Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) s'applique aux documents émanant du ministère sous la garde ou en la possession d'institutions financières. Ils sont, à cette fin, réputés être des documents sous la garde ou en la possession du gouvernement. ».

55. L'article 7.5 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Les fonctions attribuées à la Commission par la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre de la présente loi*) sont exercées en son nom par un comité constitué de trois personnes désignées par la Commission. ».

56. L'article 7.6 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **7.6** La Commission doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui réfère. Elle peut aussi faire au ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels visés dans la présente loi et à la gestion des archives publiques et des archives privées visées à la Loi sur les archives. ».

57. L'article 21 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1) est remplacé par le suivant:

« **21.** Le duplicata des cadastres qui devait rester entre les mains des commissaires en vertu de l'Acte seigneurial de 1859 (22 Victoria, chapitre 48) est confié au ministre de l'Énergie et des Ressources, de même que les autres plans, cartes et documents du même genre. ».

58. L'article 89 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est abrogé.

59. L'article 10 de la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1) est abrogé.

60. L'article 8.1 de la Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**8.1** Dans le cas où des documents faisant partie des archives du ministère ont été reproduits, conformément à la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22), avant le (*inscrire ici la date d'entrée en vigueur de l'article 40 du chapitre 25 des Lois de 1982*), ils sont réputés avoir été reproduits valablement même s'ils ne l'ont été qu'en présence d'un seul fonctionnaire du ministère. ».

61. L'article 15 de la Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3) est abrogé.

62. L'article 4 de la Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) est remplacé par le suivant:

«**4.** Le ministre est chargé de l'administration des bibliothèques, des musées provinciaux et des archives, de la direction des conservatoires de musique et d'art dramatique et des concours artistiques, littéraires ou scientifiques. ».

63. L'article 9.1 de la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23) est abrogé.

64. L'article 8.1 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28) est abrogé.

65. L'article 8.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est abrogé.

66. L'article 16 de la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-33) est abrogé.

67. L'article 2 de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) détruit, en présence d'au moins deux employés de l'institution spécialement autorisés par elle à cette fin, immédiatement après cette reproduction ou subséquemment, mais dans aucun cas avant l'expiration de cinq années de la date de ce document. »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Malgré le paragraphe *b* du premier alinéa, dans le cas de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, d'une société

publique, d'une corporation publique ou d'un organisme public soumis à l'application de la présente loi et visé à l'annexe de la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre de la présente loi*), ils doivent être reproduits photographiquement et détruits dans le délai prévu au calendrier de conservation visé dans la Loi sur les archives, en présence d'au moins deux fonctionnaires ou employés du gouvernement, d'une société publique, d'une corporation publique ou d'un organisme public désignés par le Conservateur des archives nationales du Québec. ».

68. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« S'il s'agit d'un document en la possession du gouvernement, un exemplaire de cette déclaration est remis au ministre qui a la garde du document et l'autre au Conservateur des archives nationales du Québec; dans tout autre cas, un exemplaire est conservé par l'institution intéressée et l'autre est déposé en l'étude d'un notaire exerçant au Québec. ».

69. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Peut être admis en preuve au même titre que l'original tout extrait ou copie de la déclaration certifiés conformes par le Conservateur des archives nationales du Québec ou la personne qu'il autorise spécialement à cette fin dans le cas de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, d'une société publique, d'une corporation publique ou d'un organisme public ou, dans tous les autres cas, par le notaire dans le greffe duquel un exemplaire a été déposé au Québec ou, le cas échéant, par le notaire à qui ce greffe a été cédé ou transmis. ».

70. L'article 16 de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) s'applique aux documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives. ».

71. L'article 25.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est remplacé par le suivant:

« **25.1** La Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22) s'applique aux documents et copies de documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives. ».

72. L'article 146 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10),

remplacé par l'article 1 du chapitre (*inscrire ici le numéro de chapitre du projet de loi 21*) des lois de 1983, est abrogé.

73. Le deuxième alinéa de l'article 158 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est abrogé.

74. L'article 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (1982, chapitre 30) est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«4° aux archives privées visées à l'article 27 de la Loi sur les archives (1983, chapitre *inscrire ici le numéro de chapitre de la présente loi*).».

75. L'article 59 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

«6° au Conservateur des archives nationales du Québec, conformément à la Loi sur les archives;».

76. L'article 73 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**73.** Lorsque l'objet pour lequel un renseignement nominatif a été recueilli est accompli, l'organisme public doit le détruire, sous réserve de la Loi sur les archives.».

77. L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**79.** Les articles 64 à 77 ne s'appliquent pas aux documents versés au Conservateur des archives nationales du Québec conformément à la Loi sur les archives.».

78. L'article 17 de la Loi sur le ministère du Commerce extérieur (1982, chapitre 50) est abrogé.

79. Le deuxième alinéa de l'article 38 de la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant diverses dispositions législatives (1982, chapitre 52) est abrogé.

80. L'article 11 de la Loi sur le ministère du Travail et modifiant d'autres dispositions législatives (1982, chapitre 53) est abrogé.

81. L'article 161a du Code municipal, édicté par l'article 16 du chapitre 53 des lois de 1977, est abrogé.

82. Le ministre des Affaires culturelles est responsable de l'application de la présente loi.

83. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

84. Toute disposition de la charte d'une municipalité inconciliable avec une disposition de la présente loi est sans effet.

85. Les articles 51 et 52 ont effet à compter du 31 mars 1983.

86. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles des articles 54, 59 à 61, 63 à 66, 70 à 73 et 78 à 80 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement et auront effet, à l'égard des organismes assujettis à la présente loi, dans la mesure indiquée par ces proclamations.

ANNEXE

ORGANISMES RÉPUTÉS PUBLICS

1° Le gouvernement, le Conseil exécutif, le Conseil du trésor, les ministères et les organismes gouvernementaux non visés aux paragraphes 3° à 7° dont le gouvernement ou un ministre nomme au moins la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine public;

2° Le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée nationale, toute personne désignée par celle-ci pour exercer une fonction en relevant et tout organisme dont l'Assemblée nationale nomme les membres;

3° Les tribunaux, les coroners et les commissaires-enquêteurs;

4° La Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais, les organismes institués par les lois constitutives de ces organismes, une municipalité, qu'elle soit constituée en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale, une municipalité de comté, une municipalité régionale de comté et tout organisme constitué à titre d'agent de l'une ou l'autre de ces municipalités ou relevant autrement de leur autorité ainsi que l'Administration régionale Kativik;

5° Les corporations municipales et intermunicipales de transport;

6° Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndic régies par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel, les universités, les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues à des fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9), les écoles régies par la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10) et tout autre établissement d'enseignement dont au moins la moitié des dépenses de fonctionnement sont payées sur les crédits apparaissant aux prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée nationale;

7° Les établissements publics de santé ou de services sociaux visés aux articles 10 et 11 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), les conseils régionaux de santé et de services sociaux constitués en vertu de cette loi, les centres hospitaliers constituant des établissements privés conventionnés au sens de cette loi et la Corporation d'hébergement du Québec.